Politique\

ENTRETIEN AVEC FABIEN ROUSSEL

"Le problème de la gauche, ce n'est pas sa division mais sa faiblesse"

Marianne: Pourquoi vouloir une candidature communiste autonome à l'élection présidentielle?

Fabien Roussel: Pourquoi autonome? Vous allez dire la même chose de la candidature de Jean-Luc Mélenchon ou de celle des autres candidats? Si les communistes le décident [le 9 mai, par un vote des adhérents], ma candidature sera collective, rassembleuse. Je vais y aller les bras ouverts et la main tendue. Ce qui nous a décidés, c'est la crise, la situation sociale particulièrement difficile et rendue plus dure par cette crise sanitaire. Il est urgentissime de sortir de ce modèle économique, des logiques de profit, de court-termisme, d'arrêter le grand déménagement de notre industrie. Il y a une autre urgence, écologique: il faut prendre des mesures radicales pour réorienter notre économie vers des circuits courts, pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Et pour cela, il faut sortir du capitalisme et reprendre le pouvoir à la finance. Voilà pourquoi, le PCF is back!

Car l'offre politique préexistante ne répond pas à ces problématiques-là?

Le problème de la gauche, ce n'est pas d'abord sa division mais sa faiblesse. Chacun voit bien que si la gauche ne sort pas le grand jeu des Le secrétaire national du PCF vient d'être investi par la conférence nationale de son parti pour la présidentielle 2022. Crédité de 2 à 3 % des intentions de vote, le député du Nord espère attirer à lui "ceux que la gauche ne fait plus rêver".

PROPOS RECUEILLIS PAR HADRIEN MATHOUX ET SOAZIG QUÉMÉNER - PHOTOS: ALDO SOARES POUR "MARIANNE"

idées, si elle ne fait pas le choix de s'adresser aux classes populaires, au monde du travail, à la jeunesse pour lui donner envie, elle va rester faible. On pourra additionner tout ce qu'on veut: les rassemblements de petits, ça fait des petits rassemblements! Il y a bien un enjeu, celui de reconstruire une force de gauche qui porte un changement profond de la société en mettant en avant les valeurs humaines, de progrès, de justice sociale et d'égalité correspondant au XXI° siècle.

Et il faut rebâtir, selon vous, à partir du PCF?

Nous avons un rôle important à jouer pour aller reconquérir les cœurs et les têtes de ceux qui n'y croient plus, de ceux qui se sont sentis trahis, de ceux qui se sentent abandonnés par une gauche qui ne fait plus rêver. Ce que je vois, ce sont des salariés qui, en plus de la pandémie, perdent leur boulot, ont des salaires de misère. On leur dit qu'ils ne servent plus à rien. Je pense aux salariés de Renault, et en particulier à ceux de la Fonderie de Bretagne, à Caudan (56), qui ont accepté de signer un accord de compétitivité en 2013: aujourd'hui, on les vend! Il faut voir leurs visages pour comprendre que ça, en plus de la pandémie, ce n'est plus possible, ça va péter! C'est une trahison pour le pays, pour notre souveraineté économique. On doit faire des lois pour interdire des délocalisations qui n'ont aucun sens, ni social, ni écologique, ni fiscal.

Vous parlez des classes populaires, mais elles ne votent plus à gauche et pensent même souvent choisir le RN à la prochaine présidentielle...

Poussez pas le bouchon! Le vote majoritaire chez les ouvriers, c'est l'abstention. On a un problème à gauche de désaffection des >





> milieux populaires. Je pense à ces infirmières, ces aides-soignantes, ces ouvriers, ces enseignants. Des gens qui travaillent dur et sont si mal payés que c'en est une honte pour la France! C'est d'abord à eux que je parle. Je viens du bassin minier, où j'ai vu l'abstention et le vote d'extrême droite monter. Des gens m'ont expliqué qu'ils avaient voté Le Pen à la présidentielle et pour moi à la législative, parce que je porte leur colère, que j'ai une perspective politique à leur donner. Cela me pousse à

Mais qu'est-ce qui vous différencie aujourd'hui de Jean-Luc Mélenchon, qui avait recueilli 19,58 % des voix en 2017 et que votre parti avait soutenu

en 2012 et en 2017?

convaincre sur des idées.

économique, la finance. Moi, je veux

Aujourd'hui, je le regrette mais c'est une réalité, il n'a plus le même socle de soutien qu'en 2017. Notre but n'est pas de soustraire des voix à qui que ce soit, mais d'en additionner à gauche, en allant en conquérir de nouvelles. Avec Jean-Luc Mélenchon, nous avons des différences de tempérament et d'approche. Moi, je suis quelqu'un de nouveau, du Nord, j'ai plutôt de l'empathie, je suis plutôt bienveillant. On a besoin dans notre pays d'une présidence apaisée, rassembleuse, populaire. Nous avons aussi des différences de fond. Par exemple, les insoumis viennent de déposer une proposition de loi sur la garantie de l'emploi. Ils estiment que chacun doit avoir un travail et que, si quelqu'un n'en trouve pas, l'État doit être employeur en dernier ressort. Nous ne partageons pas du tout cette philosophie-là, ça, c'est l'époque soviétique, le kolkhoz. Nous voulons un système de sécurité sociale professionnelle, qui protège les emplois dans le privé et dans le public, et cela va de pair avec la création d'emplois, avec des règles et des

droits pour les salariés. Il ne s'agit pas d'étatiser l'économie, même s'il faudra nationaliser des secteurs stratégiques, essentiels à la souveraineté de la France.

Vous avez le pouvoir de bloquer la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui a besoin de la signature des élus communistes pour se présenter à la présidentielle...

Il revient à chaque candidat à l'élection présidentielle de convaincre des élus. Je vais convaincre les miens, sans tenir leur stylo: chez nous, la règle, c'est la liberté. Même si j'espère qu'ils tiendront compte du choix que nous ferons collectivement. Ce que je regrette, c'est que Jean-Luc ait parlé des élus comme de « notables » donnant leur parrainage. Je ne me permettrais jamais de qualifier les maires de nos 35 000 communes de « notables »!

Vous parlez très peu d'Emmanuel Macron...

Il faut évidemment battre Macron. mais c'est d'abord au système qu'il représente qu'il faut s'attaquer. Macron est arrivé au pouvoir, élu en partie par la gauche, et il a entrepris une politique de droite dure. Les premières choses qu'il a mises en place: suppression de l'ISF, bouclier fiscal pour les plus riches, suppression de la taxation des dividendes, de la taxe sur les plus hauts salaires, baisse de l'impôt sur les sociétés pour les multinationales...

Que pensez-vous, cependant, des mesures prises pour préserver l'économie, le « quoi qu'il en coûte », face à la pandémie ?

Avant le mois de mars 2020, Macron nous expliquait qu'il n'y avait pas d'« argent magique », qu'il fallait réduire la dépense publique et libérer le capital. Et puis : pandémie, et là, allez, « quoi qu'il en coûte ». Je reconnais que quand ils ont mis 30 milliards d'euros pour prendre en charge le chômage partiel, c'était une bonne mesure. Contrainte et



forcée. Mais la logique libérale du gouvernement ne change pas. Une partie de l'argent lâché a été utile, une autre a desservi les intérêts du pays. La baisse des impôts de production va ainsi bénéficier aux grosses boîtes qui distribuent des dividendes et délocalisent. On me dit que le gouvernement « laisse faire »: mais il est complice! Quand l'État est actionnaire d'entreprises qui décident en pleine pandémie de fermer des usines ou de délocaliser la production dans des pays au nom du dumping social, c'est de la trahison. Dans les services rendus au capital, n'oublions pas l'évasion fiscale. Les PDG de grands groupes situés au Luxembourg



ont pignon sur rue ici alors qu'ils détournent l'argent du pays. Il y a un grand ménage à faire dans ce monde-là. Si je deviens président de la République, je serai l'Eliot Ness [agent américain du Trésor placé à la tête de l'équipe des « Incorruptibles » face à Al Capone | français!

L'héritage laïque de la gauche fait aujourd'hui débat, il est même l'un des points de désaccord majeurs. La gauche a-t-elle perdu sa boussole républicaine?

C'est le député communiste Étienne Fajon qui a fait inscrire la laïcité dans la Constitution en 1946. Nous sommes très attachés à la laïcité, nous voulons la faire vivre, mais nous refusons d'en faire un outil de stigmatisation, comme le font la droite et l'extrême droite. La République française est née de la Révolution, qui a écrit la Déclaration universelle des droits de l'homme et porte dans le monde entier, comme un étendard, l'égalité des citoyens quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, leur religion. Voilà la portée universaliste de notre République, et la conception défendue par le PCF.

À gauche, certains se fourvoient-ils sur cette question?

Ceux qui, à droite et à l'extrême droite, nous attaquent et nous donnent des leçons de lutte contre le racisme sont les mêmes qui le nourrissent tous les jours! Ils sont obnubilés par le voile. Moi, j'ai libéré Nelson Mandela, avec des millions de gens sur toute la planète. J'ai été emprisonné, arrêté par la police, traité de terroriste. Dans les années 1980, on n'était pas nombreux à se battre contre l'apartheid. À droite, ils étaient tous complices de ce régime. Et, aujourd'hui, ils m'expliquent comment je dois faire pour lutter contre le racisme? Après

Jaurès, Sartre et Lévi-Strauss qui ont dit, dès les années 1950, qu'il n'y avait qu'une race, la race humaine.

Justement, à gauche, tout le monde n'est plus d'accord!

Les réunions non mixtes, l'islamogauchisme : sincèrement, ce sont des sujets qui ne parlent pas aux gens. Moi, je ne discute jamais de ça avec mes collègues à gauche! On commet la faute quand nos adversaires politiques nous les mettent sous le nez et qu'on tombe dans le piège en s'invectivant. Ça n'empêche pas que nous ayons des points de vue différents sur la manière de faire reculer le racisme. Les communistes sont pour le strict respect de la laïcité et ils défendent l'universalité des droits humains. Nous voulons unir les êtres humains contre la haine et les discriminations comme nous l'avions fait hier dans la lutte contre l'apartheid, mais aussi contre la colonisation. Dans ces combats, nous étions tous ensemble, la couleur de la peau, la religion, les convictions intimes n'avaient pas d'importance. Aujourd'hui encore, la République doit rester indivisible.

Les divergences entre antiracistes ne sont pas nouvelles : aux États-Unis, il v avait Malcolm X et Martin Luther King. Mais notre combat est le même : l'égalité des citoyens et des droits. Tout le monde est respectable et doit se respecter dans le combat contre le racisme en France.

Même ceux qui accusent la République d'être « islamophobe » ?

Je ne partage pas ce mot-là, mais ceux qui le disent ne sont pas mes ennemis. Et je ne veux pas que ces questions créent des fractures irréversibles qui empêchent la gauche de combattre l'exploitation et les dominations lorsqu'elle s'attaque au capitalisme qui les reproduit. J'en veux d'abord à ceux qui ont instauré un climat nauséabond après avoir créé des taux de chômage et de pauvreté insupportables. Ils ont tellement appauvri notre pays qu'ils ont créé un terreau fertile sur lequel poussent le racisme, les replis identitaires, le terrorisme, le radicalisme, notamment religieux. C'est à ce terreau que je veux d'abord m'attaquer. Je n'ai pas d'ennemi dans mon camp.

Comment concilier internationalisme et défense de la nation?

La nation française, c'est la force d'un peuple et d'une histoire. La Révolution a construit une nation et une république. Le peuple a réussi à abolir la monarchie et à se libérer du nazisme, à mettre en place les jours heureux. Il faut valoriser cette histoire, et ce qui a fait sa force : la souveraineté de la nation. Pouvoir décider de nos choix. Cette souveraineté est aujourd'hui affaiblie par les traités européens, au travers desquels la finance décide de nos choix économiques. Nous aspirons à une Europe de nations solidaires, qui coopèrent entre elles.

Les traités sont aujourd'hui caducs: la règle des 3%, des 60%, le rôle de la Banque centrale européenne. Il faudra qu'on se mette tous autour de la table pour organiser autrement l'UE. Il nous faut décider que la BCE prête directement aux États et supprime la dette Covid. Je proposerai que nous prenions le temps d'un grand débat dans chaque pays sur les règles d'organisation des rapports économiques, avec pour nouveau fil directeur les besoins humains et l'urgence écologique. Il faut reprendre la main sur l'économie : aujourd'hui, les traités ont tellement ouvert aux quatre vents notre économie que nous sommes devenus plus libéraux que les Américains! La crise exige que nous sortions d'un modèle à bout de souffle. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR H.M. ET S.Q.





RETROUVEZ LE MARDI À 6H44 HISTOIRES POLITIQUES ATHILDE MUNOS AVEC SOAZIG QUÉMÉNER, RÉDACTRICE EN CHEF POLITIQUE DE MATTANDA

